Le 14 mars, à l'occasion de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement européens, s'est tenu à Bruxelles, à l'initiative de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) une manifestation européenne contre l'austérité.

Malgré le froid et la neige 15 000 participants ont défilé et se sont rassemblés au Parc du Cinquantenaire.

Cette mobilisation intervient dans un contexte de fortes mobilisations sociales en Belgique et dans le cortège se retrouvaient des délégations combattives des salariés en lutte d'Arecelor-Mittal et de Catarpillar.

Cette manifestation a eu un caractère international marqué par la présence délégations visibles de la CGT française, venues des régions frontalières, mais aussi de syndicats et mouvement sociaux d'Allemagne, du Portugal, de Pologne….

Contre la marchandisation et la privatisation de la santé

Le Réseau Européen Contre la Marchandisation et la Privatisation de la Santé, qui regroupe des syndicats, mouvements sociaux et partis de différents pays d'Europe avait décidé d'être présent le 14 mars pour insister sur l'importance des attaques contre la protection sociale, les systèmes publics de santé et les travailleurs de la santé, dans le cadre des politiques d'austérité eu Europe.

Une action spécifique, précédent la manifestation a rassemblé des syndicalistes le la CNE (syndicat des employés de la centrale chrétienne CSC) , un large collectif syndical et associatif de Belgique, la « plateforme santé et solidarité » une centaine de camarades polonais du

syndicat OZZPIP (syndicat national des infirmières et sages femme) ainsi que du syndicat « Aout 80 », une cinquantaine de militants de la Fédération Sud Santé Sociaux, des représentant(e)s de mouvement sociaux de Catalogne et d'Allemagne …et des militants du NPA.

Une délégation a été reçue par des adjoints de commissaires européens, qui ont expliqué bien comprendre les problèmes, mais se sont dits impuissants….car la santé c'est l'affaire des Etats dans l'Union Européenne !!.

Le lendemain s'est tenue la 5eme réunion du réseau, fondé en 2011 à Amsterdam.

Elle a en particulier permis d'approfondir les mécanismes qui permettent à l'Europe libérale de peser sur les politiques de santé des Etats , et de contraindre de manière indirecte l'accélération de la marchandisation et de la privatisation des services de santé. Elle a également permis de confirmer la similitude des attaques dans chaque pays.

Le réseau a décidé de poursuivre son action dans les mois qui viennent, en prenant en compte les élections européennes à l'occasion desquelles il sera nécessaire d'interpeler les candidats ainsi que les institutions européennes, sur le bilan de leurs politiques et sur un cahier de revendications cohérentes et communes dans les différents pays. La nécessité de poursuivre les mobilisations a également été rappelée, le réseau ne n'ayant pas vocation a être un simple groupe de pression sur les institutions européennes.

Ce sera notamment le rôle des campagnes de soutien aux luttes qui se mènent dans les différents pays notamment en Grèce ou dans l'Etat Espagnol ou en Pologne).